



## Conférence donnée lors de la session 2000 des Semaines sociales, « Travailler et vivre »

### Aujourd'hui, quel sens donner au travail ?

Jean-Baptiste de Foucauld

Aujourd'hui, quel sens donner au travail ? Cette question elle-même est révélatrice d'une époque, de ses incertitudes, de ses angoisses, de sa marge de liberté et de distance critique aussi.

Elle aurait bien étonné un philosophe grec du V<sup>e</sup> siècle av. J. C. En effet, pour un citoyen d'Athènes, la question du sens du travail ne pouvait se poser, puisque la condition de l'humanité, de la liberté et de la citoyenneté, était d'échapper à la servitude de la nécessité, réservée aux esclaves. Sous l'Ancien Régime, le travail reste une servitude, à laquelle il convient de se soustraire : réussir sa vie, c'est réussir à ne plus travailler grâce à la rente ou à la faveur royale pour se livrer aux arts nobles de la cour, de la guerre, ou des arts. Avec la révolution industrielle, cette situation s'inverse : le travail est ce qui permet à l'homme de transformer sa condition, de faire en sorte que demain soit meilleur qu'hier, qu'il y ait progrès : le sens du travail va de soi. Le travail est une condition de la citoyenneté; le conflit porte sur les manières de le rétribuer, de l'aménager, de le distribuer, d'en faire un instrument de promotion, d'en répartir les fruits. Peu à peu, le travail se voit investi en quelque sorte d'un surcroît de sens, au risque d'évincer les autres sources de sens. Depuis mai 1968, la crise du pétrole de 1973, la montée du chômage et l'exclusion, les risques de l'environnement, nous nous interrogeons à nouveau. La plupart des livres consacrés à l'économie, à la société, tournent autour de cette question, chacun apportant sa contribution, mais sans qu'une vision claire apparaisse encore bien nettement. Comment apporter une contribution utile à une réflexion collective aussi imposante, en France, mais aussi partout dans le monde développé ? Je vous propose une réflexion en six points : trois consacrés à bien mesurer la problématique, trois à essayer de définir quelques orientations.

#### **1. La problématique**

##### **Une question à la fois centrale et complexe**

Quelques évidences tout d'abord : le travail structure toujours, quoi qu'on en dise, la majeure partie de la vie de ceux qui ont un emploi. Rappelons que, une fois les 35 heures réalisées, les cadres travailleront 217 jours par an, soit près de 60% de leur temps, et cela avec des journées lourdes. Malgré la baisse du temps de travail, aucune activité ne prend autant que le travail pour les actifs. *Le travail structure très fortement une société dominée par l'économie et tournée vers le progrès technique* : modèle de production et de consommation, rapport entre le capital et le travail, emprise du travail (ou du non-travail) sur la vie quotidienne forment un bloc, pour le meilleur et pour le pire. Enfin, du fait du processus continu d'accumulation, le travail a acquis un pouvoir de transformation à la fois considérable et croissant, au point de poser aujourd'hui des problèmes de limites inédits et presque indéfinissables : après avoir acquis la capacité de transformer la nature, et d'améliorer ses conditions de vie, le travail de l'homme menace aujourd'hui la nature elle-même, ses règles fondamentales qu'il modifie sans trop le savoir; et voilà qu'avec la révolution biologique, il se trouve et se trouvera capable de se

produire lui-même, sans en connaître les conséquences. C'est la puissance même acquise par le travail qui pose avec une acuité croissante la question de ses finalités. Le problème du sens du travail est intimement lié à la question des finalités du progrès et de l'économie. Ils sont indissociables.

Mais, précisément, *qu'appelle-t-on travail*, que veut-on désigner par là ? Il n'est pas si simple de définir le travail. Le mot travail vient, on le sait, de *tripalium*, instrument de torture. Le travail recouvre donc une activité dans laquelle il y a un effort, qui peut être pénible, qui l'est souvent, en vue d'un but. Mais cette activité, pour mériter le nom de travail, doit-elle être rémunérée ? Doit-elle être rémunérée en argent – il s'agit alors d'un emploi et le travail est assimilé à l'emploi – ou sous d'autres formes ? L'éducation des enfants est-elle un travail ? On parle volontiers de travaux domestiques, mais l'on demande souvent à une mère de famille si elle travaille, sous-entendant par là que les tâches domestiques ne sont pas à proprement parler du travail au sens normal du terme, d'où l'idée de salaire familial. Mais dans le même temps, on demande aux enfants de bien travailler en classe, sans doute parce que cela augure bien pour l'avenir de leur futur travail. Le bénévole qui donne régulièrement du temps à une association, une fois sa retraite prise, ne sera pas considéré comme un travailleur, et pourtant son activité ordinaire ne diffère de celle du salarié que par le statut et les droits et obligations qui en découlent vis-à-vis de l'employeur. Le sportif amateur qui s'entraîne durement pour gagner une compétition ne saurait être considéré comme un travailleur, et pourtant il lui suffit de devenir professionnel pour «travailler». Le travail s'identifie alors à un statut. Il y a des activités qui ne sont ni véritablement du travail, ni véritablement son opposé, à savoir le loisir. Joffre-Dumazedier distinguait déjà trois fonctions dans le loisir, souvent liées : le délassement, le divertissement et le développement. L'assistance à un colloque n'est ni du travail ni du loisir, mais une forme particulière d'activité. Hannah Arendt distingue le travail, qui ne fait qu'entretenir la vie; l'œuvre, qui résulte de la fabrication d'un objet durable; et l'action, qui met en jeu les interactions humaines. On pourrait multiplier, presque à l'infini, ces distinctions. Il en résulte que le concept de travail est flou, ambigu, et que cela, dès le départ, brouille le sens.

Par commodité, dans un premier temps, il est tentant de s'en tenir à une conception limitative du travail : tout ce qui constitue un effort en vue d'un but, lorsqu'il est assorti d'une rémunération monétaire, réservant le terme d'activité aux autres occupations humaines, toute la question étant de parvenir à un équilibre entre le premier et les secondes, entre le travail-emploi rémunéré et les autres formes d'activités non rémunérées ou autrement rémunérées.

Ce n'est pas pour autant que le terrain est dégagé. Car on tombe alors sur les *multiples questions que pose l'usage de plus en plus fréquent du mot «sens» dans le débat social* : objet traditionnel de la philosophie et de la religion dans une société qui s'en désintéresse au moment où elle en aurait tant besoin, le sens est à la fois une préoccupation existentielle commune et assez vivement ressentie, et une commodité intellectuelle et langagière qui permet de poser le problème sans le traiter.

De quoi s'agit-il en effet ? Donner un sens au travail ? Ne faut-il pas d'abord donner sens à la vie, car si la vie a un sens, le travail en a un aussi. Mais cela suppose le problème résolu. Peut-on au contraire espérer donner un sens au travail pour donner un sens à la vie ? Le travail est-il l'englobant de la vie ou englobé par la vie ? Et comment en construire le sens ? Pont aux ânes du débat collectif, le sens se trouve à l'intersection du refus du non-sens, du bon sens et du sens ultime.

- Le refus du non-sens : donner un sens au travail, c'est tout d'abord commencer par identifier et combattre les formes de non-sens que sont aussi bien l'exclusion de l'accès au travail que la pression excessive sur les travailleurs; c'est refuser tant l'exclusion que l'exploitation, ainsi que la précarité, qui est un mélange hybride des deux. Il est en effet plus facile, l'expérience historique l'a montré, de combattre le mal que de définir le bien.

- C'est ensuite s'efforcer d'agir avec bon sens, qui, comme on le sait, n'est pas la chose du monde la mieux partagée, et chercher les règles du jeu qui vont dans ce bon sens, ce qui suppose une certaine conception de l'homme.
- C'est enfin, dans une vision plus ambitieuse, chercher la vérité profonde des choses, qu'elle soit donnée et révélée ou construite par l'homme; cela revient pour le sujet qui nous occupe à chercher à donner simultanément à son travail et à sa vie une adhésion en profondeur qui résulte d'un projet personnel, d'une vocation, intégrée dans une vision symbolique du monde, qui est à la fois un risque et une chance.

S'agit-il enfin de sens individuel du travail, ou de sens collectif, ou plutôt d'un équilibre entre les deux ? Chaque individu doit pouvoir donner ses réponses à ces questions pour lui et pour ses proches, car il y a sans doute autant de sens au travail que de personnes au travail. Mais la société doit aussi donner un sens collectif au travail aujourd'hui, intimement lié aux finalités d'une économie qui est prise en tenailles entre l'exigence de progrès indéfini et la double menace pathogène que celui-ci fait peser sur la société : l'exclusion des hommes et l'altération fatale de la nature. De ce point de vue, donner un sens au travail aujourd'hui, c'est nécessairement se battre pour transformer une croissance utilitariste dominée par l'argent en un développement humain respectueux des personnes et de la nature.

Et là, nous rencontrons un autre obstacle de taille : c'est que *les messages sont brouillés* et cela pour deux raisons.

La première est l'éclatement de la société salariale constituée peu à peu au cours des trente glorieuses. Il en résulte que tous les vécus du travail coexistent aujourd'hui, du plus négatif au plus positif en passant par toute la gamme des positions intermédiaires. Quoi de commun entre le jeune d'un quartier défavorisé dont les parents sont au chômage depuis longtemps et qui, allant d'emploi précaire en emploi précaire, est tenté par les différentes formes possibles d'argent facile; le cadre de plus de 50 ans qui désespère de retrouver un travail et pour qui le sens du travail est simple : en retrouver un; le jeune cadre ou le chercheur heureux, créatif, équilibré; le dirigeant atteint par la folie des grandeurs et à la fois drogué, stressé par le poids des responsabilités et écrasé par la complexité de son travail; et le monde protégé de la fonction publique, pas si bien dans sa peau que cela, surtout tous ceux qui sont en contact avec la souffrance sociale ? Et l'on pourrait multiplier les exemples de ce type. À chacune de ces situations, un sens du travail différent. L'éclatement de la société salariale a provoqué l'éclatement du sens du travail. Il l'a individualisé, personnalisé, comme d'ailleurs le sens lui-même.

La seconde raison est que la réflexion collective envoie des messages extrêmement contradictoires, abusivement influencés par la situation conjoncturelle de l'emploi. Il y a à peine trois ans, il n'y en avait que pour la «fin du travail» (Rifkin) ou pour «le travail, une valeur en voie de disparition», titre du livre de Dominique Meda (qui d'ailleurs, et cela même est significatif, ne correspond pas au contenu), d'où l'idée d'allocation universelle compensant l'absence de travail. Ceux qui alors, comme nous le faisons à Solidarités nouvelles face au chômage avec d'autres, se battaient pour le droit au travail pour tous apparaissaient comme des naïfs peu crédibles. Personne ne voulait examiner sérieusement pourquoi d'autres pays avaient beaucoup mieux réussi que nous. Aujourd'hui, le plein emploi est redevenu plus plausible, et tout aussi superficiellement, sans nous interroger sur les raisons qui y ont conduit, nous serions prêts à considérer qu'il est déjà là : par une sorte d'influence pernicieuse de la net-économie et des mécanismes boursiers, nous actualisons le plein emploi potentiel de demain. Nous sommes en train d'inventer le plein emploi virtuel, en oubliant que nous en sommes encore loin et que les conditions de résorption du chômage d'exclusion ne sont pas remplies. Et du coup, nous sommes prêts, par des attitudes exagérées en matière de revendications salariales, à casser cette préférence pour l'emploi qui, peu à peu, s'est substituée à la préférence pour le chômage, grâce aux mesures accumulées depuis une dizaine d'années.

Comment s'y reconnaître dans un tel paysage ? L'emploi, le travail sont abordés de manière schizophrénique. La main qui valorise le travail, la promotion de celui-ci, son rôle humain, et qui s'efforce patiemment de construire de nouvelles régulations voit son travail annulé par l'autre main qui dévalorise le travail par le chômage ou par des rémunérations exagérées et hasardeuses sortant des proportions normales et négociées du contrat social, cette main bien visible qui considère le travail comme une marchandise, une chose parmi les choses, régie par cet équivalent universel qu'est l'argent. Cela n'est pas nouveau, évidemment. Mais, la perte de repères de substitution au travail donne une acuité plus grande encore à cette situation.

## État des lieux

Les difficultés et ambiguïtés de la problématique étant ainsi posées, essayons de dresser un état des lieux, en partant des faits : que pensent de leur travail ceux qui travaillent, comment le travail va-t-il évoluer ?

**a)** En janvier 1997, l'insee a interrogé un échantillon de 6 000 personnes de 18 à 75 ans sur la perception qu'elles avaient de leur travail<sup>1</sup>. On peut en tirer trois conclusions principales.

- Le travail n'est pas ce qu'il y a de plus important pour être heureux. Si l'on raisonne pour l'ensemble de l'échantillon : il vient en troisième position après la santé (46%) et la famille (31%), avec un score de 25%. Mais si l'on s'en tient aux actifs, la famille et le travail sont au coude à coude (35 et 33% des réponses) contre 41% pour la santé. En revanche, il est significatif que pour les salariés en contrats à durée déterminée et pour les chômeurs, le travail devienne la première condition du bonheur (44% des réponses), avant la santé. Christian Baudelot et Michel Gollac, commentant ces réponses<sup>2</sup>, éclairent cela d'une formule heureuse : pour les chômeurs et précaires, le travail est une *condition* du bonheur; pour les actifs bien employés, le travail est une *composante* du bonheur. Voilà une vérité à ne pas oublier.
- Les actifs occupés, quant à eux, ont des rapports ambigus avec leur travail. D'un côté, 77% déclarent s'y impliquer beaucoup, 37% déclarent y faire des choses qui leur plaisent et qu'ils ne pourraient faire ailleurs (cette moyenne de 37% varie fortement, entre 60% dans le cas des professeurs et 17% pour les ouvriers non qualifiés), et leur intérêt va surtout aux contacts humains qu'ils peuvent y nouer (c'est particulièrement le cas des femmes). Mais, d'un autre côté, 50% seulement des actifs occupés estiment que les motifs de satisfaction au travail l'emportent sur les motifs d'insatisfaction, et 43% estiment que les deux s'équilibrent. Certes, le sentiment dominant d'insatisfaction est très minoritaire (5%), mais comment expliquer alors que 62% des personnes qui travaillent ne souhaitent pas que leurs enfants s'engagent dans la même activité qu'eux ?
- Le travail pèse sur l'équilibre de vie et sur la vie hors travail : 60% des actifs ayant un emploi déclarent que le travail les empêche de faire des choses qui leur plaisent. Cette frustration est particulièrement marquée pour les cadres et personnes ayant des responsabilités importantes et des revenus élevés, pour les travailleurs exposés à une forte tension nerveuse, pour ceux qui ont des durées de travail et de trajet élevées, pour ceux qui rapportent du travail à la maison ou ont des relations de travail difficiles. Ces

personnes souhaiteraient faire plus de sport ou des promenades (53%), consacrer plus de temps aux activités culturelles (32%), les activités familiales et domestiques ne venant qu'en troisième place (16%). La sociabilité et les activités associatives n'interviennent que pour 8%<sup>3</sup>.

**b)** Peut-on penser que l'évolution naturelle d'une économie bien gérée, la réduction du temps de travail opérée par les 35 heures, vont conduire à ce que ces déséquilibres se résolvent d'eux-mêmes ? Rien ne le prouve. Tout semble indiquer que le travail demain, si l'on ne fait rien, sera moins stable, plus changeant, voire précaire; qu'il sera moins musculaire et matériel, plus abstrait, plus relationnel mais pas nécessairement moins taylorisé (cf. les centres d'appel); qu'il demandera une qualification plus grande et plus diversifiée, d'où l'enjeu central de la formation; et enfin qu'il impliquera un engagement personnel important, une forte concentration d'énergie, et un certain stress, avec des risques de porosité croissante avec la vie privée du fait des techniques modernes de communication. Le progrès général a pour contrepartie une progression des exigences pour accéder au travail et l'exercer correctement. Cette progression des normes d'accès au travail, qui sera plutôt accrue par les pénuries de main-d'œuvre et les efforts de productivité qui seront faits pour les pallier, pose au moins deux questions :

- la question du risque d'exclusion de ceux qui auront du mal à suivre;
- la question de l'équilibre entre consommateurs et producteurs, les premiers ayant une forte propension, concurrence aidant, à pressurer les seconds, sous l'arbitrage intéressé de l'actionnaire. Or, c'est le même homme qui est à la fois consommateur et travailleur – et parfois actionnaire. Il peut, sans y prendre garde, se nuire à lui-même, comme cet animal fabuleux appelé Katoblepas qui dévorait ses propres pieds et n'en était alerté que par les cris que la douleur lui faisait pousser.

Donner du sens au travail, c'est donner aussi, simultanément, du sens au fruit du travail, et à la consommation, et par conséquent se demander de quoi nous avons vraiment besoin.

### **Les multiples fonctions du travail**

Peut-être n'est-il pas inutile, à ce stade, de s'interroger sur les diverses fonctions que remplit le travail rémunéré pour les personnes en particulier.

En y réfléchissant, on peut distinguer dans le travail une dizaine de fonctions qui se recoupent partiellement, mais non complètement et qu'il y a intérêt à identifier car elles peuvent aider à décortiquer le sens ou les sens, implicites ou explicites, conscients ou inconscients, que l'on donne ou que l'on peut donner au travail. Quelles sont ces dix fonctions ?

1. Une fonction de *nécessité*, de survie, pour ceux qui n'ont pas d'autres ressources ou ont des personnes à charge, cas évidemment le plus général. C'est la fonction première, évidente, que traduit l'expression commune, mais profonde : chacun doit gagner sa vie.
2. Une fonction de *sécurité*, dans un monde instable, où la famille se décompose facilement, lançant d'un coup sur un marché difficile des personnes sans expérience, et où l'on a besoin d'une couverture sociale de qualité. Avoir un

travail, c'est parer à toute une série d'éventualités, et cela est d'autant plus ressenti comme une assurance que le niveau du chômage est élevé. Sur le plan collectif, le travail est, en dernière analyse, ce qui permet de financer l'État-providence, quel que soit son mode de financement.

3. Une fonction de *satisfaction de besoins* mal couverts ou d'enrichissement, pour consommer davantage ou pour épargner et accumuler. C'est la fonction de la croissance, économique au niveau collectif. Elle est légitime, mais pour quoi faire et jusqu'à quel niveau ? Faut-il fixer des limites, individuelles ou collectives ?
4. Une fonction de *lien social*, compensant le desserrement des réseaux de sociabilité ou de voisinage, la perte de l'encadrement social naturel, et permettant d'échapper à la solitude, au vide, à l'anonymat, à l'ennui. Appartenir à une communauté de travail, à sa fraternité potentielle, c'est un des buts du travail, cela fait sens en soi (et cela peut être une facilité).
5. Une fonction de *promotion sociale* ou personnelle, qui est une forme d'enrichissement, mais ayant aussi sa propre logique, sa propre autonomie (dans le secteur public notamment).
6. Une fonction d'*identité*, puisque le travail permet d'avoir une utilité, d'être reconnu par les autres, et donc valorisé, à un moment où les rôles sociaux ne sont plus très visibles. Cette fonction, elle aussi, a à voir avec la précédente, mais s'en distingue.
7. Une fonction de *pouvoir et de puissance* sur les choses et sur les êtres, ressort profond et peu analysé de la nature humaine, mais qui intervient fortement dans les relations de travail.
8. Le souci de *produire une œuvre*, de marquer, de laisser une trace derrière soi, d'échapper à la contingence de la vie humaine, de participer au mouvement général de création. On peut ainsi parler d'un besoin de travail ou d'activité clairement indépendant de toute rémunération monétaire.
9. Le souci de *réalisation de soi* et de développement de ses facultés, de mise en œuvre de ses talents.
10. Une *fonction spirituelle*, qui consiste non seulement à éviter les tentations de l'oisiveté, mais aussi à coopérer à la réalisation du plan divin en y apportant consciemment la contribution de sa vocation propre. Le travail est ici conçu comme un service et comme un don, aux autres, à Dieu, à soi-même finalement. Le travail, à certaines conditions, peut être une forme de l'amour des autres ou de Dieu, une façon de donner et de partager les richesses et les capacités. Il y a ainsi dans le travail une dimension altruiste, généreuse, qui peut être plus ou moins développée et qui peut prendre des formes privées ou publiques.

Comme toute classification, cette grille comporte une part d'arbitraire. Elle permet de montrer que :

- le travail mélange des intérêts matériels et des intérêts moraux, à l'image même des personnes;
- le travail revêt simultanément une pluralité de sens, qui varieront de l'un à l'autre en fonction de la personnalité, de la position sociale, de l'âge, des événements de la vie;
- chacun doit construire ses priorités et sa propre synthèse, et c'est là le premier travail auquel il est appelé, car le sens du travail n'est pas donné, mais à construire;
- la société démocratique doit veiller à ce que ces différentes fonctions puissent être remplies, sans hypertrophier l'une aux dépens des autres : prise chacune séparément, ces fonctions sont légitimes, mais à condition d'être exercées dans la

modération, sans nuire aux autres fonctions ou à celles que les autres personnes veulent privilégier;

- la plupart de ces fonctions peuvent être assumées à l'extérieur du travail, celui-ci n'en est pas le véhicule obligé, et même il est imprudent de lui demander plus qu'il ne peut donner;
- les chrétiens ont certainement à mettre en avant les fonctions spirituelles du travail et à examiner comment, dans une société démocratique, elles peuvent s'articuler avec les autres.

## **2. Orientations**

La problématique ainsi posée, comment avancer ? Je propose de le faire en trois étapes : partir du message de l'Évangile et de la doctrine chrétienne; examiner comment l'intégrer dans la société démocratique, avec quels concepts; puis essayer de dégager quelques approches concrètes, qui seront approfondies par les intervenants suivants.

### **Que nous disent aujourd'hui les évangiles et la doctrine chrétienne ?**

Le père Debergé a retracé de façon très complète les multiples enseignements de la Bible et de l'Église relatifs au travail. J'en retirerai pour ma part les quelques indications suivantes.

Les évangiles exposent, à des endroits différents, deux vérités qui, à première vue, peuvent apparaître contradictoires.

La première est tout de même un certain primat de la contemplation, et de la priorité donnée au service de Dieu sur le travail : Marie a choisi la meilleure part par rapport à Marthe, les oiseaux du ciel qui ne sèment ni ne moissonnent sont montrés en exemple, comme le lis des champs dont la splendeur dépasse celle de Salomon. Ce primat est assez clair, mais pas facilement accepté, il faut le dire, dans notre société prométhéenne et particulièrement par les personnes au tempérament actif. Comme si, avant même que la question du sens du travail ne se pose, il y avait un besoin premier de travail ou d'activité, une énergie à dépenser.

La seconde, bien sûr, est le devoir de fructification, qui s'exprime dans la célèbre parabole des talents, dont il convient de rappeler le caractère particulièrement impérieux et presque menaçant : celui qui enterre ses dons est voué aux gémonies. Évidemment, cette parabole plaît particulièrement aux tempéraments actifs, qui y voient une justification de leur nature.

Pourtant, nous aurions tort d'éluider cette tension entre ces deux pôles de la vie évangélique, par exemple en sortant de la difficulté en distinguant des vocations différentes. Qu'il y ait des dominantes, c'est normal, évident et légitime. Mais le risque est d'aboutir à un mauvais dualisme entre les contemplatifs et les actifs, qui n'est bon ni pour les uns ni pour les autres. La vie chrétienne repose précisément sur une tension organisée et féconde entre ces deux pôles, qui transforme les oppositions en complémentarité et donne à l'homme sa pleine dimension. C'est ce que l'Écclésiaste suggérait en rappelant qu'il y a un temps pour tout et c'est ce que les moines et moniales ont su réaliser, dans le cadre d'un mode de vie souvent retranché du monde. C'est ce que ceux qui sont dans le monde doivent eux aussi viser, ce qui suppose à coup sûr un minimum de règle de vie. La question, posée par le père Daniélou, de «l'oraison, problème politique», vaut tout autant pour ceux qui travaillent et particulièrement pour ceux qui exercent des responsabilités pressantes. Nous avons besoin de contemple-actifs. C'est la condition de la spiritualisation du travail.

Il est frappant à cet égard de constater que cette question de la spiritualisation du travail hante particulièrement la pensée chrétienne depuis le début du siècle, qu'il s'agisse notamment de Péguy, de Mounier, de Jean Lacroix, de Bernanos, de Paul Ricœur, du

père Chenu et même de Teilhard de Chardin, sans parler bien entendu des encycliques et des textes des commissions épiscopales qui nous ont été rappelés ce matin.

Voici à titre d'exemple ce que dit Emmanuel Mounier, dans sa brève note sur le travail de 1933 : «Le travail, étant un exercice naturel, quoique pénible, doit s'accompagner, comme tout acte, d'une joie foncière. Cette joie naît d'abord de ce que le travail est fait en vue d'une œuvre, et que l'élaboration d'une œuvre est l'accomplissement de la personne. Elle naît encore de ce que le travail, par ses produits, aussi bien que par son exercice, crée entre tous ceux qui s'y consacrent une communauté étroite, le sentiment de la participation non pas à une solidarité abstraite et utilitaire, mais à un service et à un compagnonnage.» Le père Marie-Dominique Chenu, dans son essai sur la théologie du travail, publié dans *Esprit* en 1952, se référant à Jean Lacroix et aux maîtres théologiens du xiii<sup>e</sup> siècle, résumera le but du travail en une formule choc : «La perfection de l'œuvre et la perfection de l'ouvrier». Peut-on mieux dire ? La question de l'intention dans le travail et de l'attention au travail est toujours au centre de la réflexion chrétienne.

### **Quels concepts pour redonner son sens au travail ?**

Comment appliquer cette conception ambitieuse dans une société démocratique et laïque, qui a ses règles propres valables pour tous, et dans une économie de marché reposant elle-même sur l'intérêt et une forte accumulation productive ? On a besoin pour cela de partir d'un enjeu clair et de se reposer sur des concepts précis.

L'enjeu qui doit être commun à tous, chrétiens ou non, est que, pour reprendre une expression de Patrick Boulte, les individus sont en friche et les sources de l'identité raréfiées. Le travail, dans ce contexte, est la bouée de sauvetage des personnes en perte de repères, en friche, et des identités en jachère. On lui demande trop, à un moment où il devient plus difficile d'accès, et on néglige, du coup, de reconstruire les autres sources de l'identité. Il y a un faux sens du travail dans notre société. C'est que plus on travaille, plus on s'investit, moins on sait pourquoi et moins on se pose la question du sens du travail. Le travail n'a pas pour but d'éviter de se poser la question du sens du travail. Car c'est la personne elle-même, dans ses multiples dimensions, qui alors en pâtit. C'est ce mécanisme qu'il faut inverser, en partant de la personne et de ses besoins. La personne n'est pas donnée, elle l'est moins que jamais, elle est à construire, c'est notre œuvre à chacun de nous. C'est ce que le personnalisme a toujours dit, mais les conditions sociales font que ce qui était une exigence spirituelle est devenu une nécessité vitale aujourd'hui, tant pour chacun d'entre nous que pour la collectivité. Pour emprunter le langage de l'économie, on peut considérer que la construction de la personne repose sur la satisfaction de trois besoins distincts et complémentaires :

- *Les besoins matériels*, au sens large du terme, qui sont satisfaits par le travail rémunéré accompli pendant un *temps productif* pendant lequel l'individu est soumis à des normes d'efficacité. Le travail permet à la fois la socialisation et, grâce à sa rémunération, l'autonomie. Comme disait Mounier, «il arrache l'individu à lui-même», mais, ajoutait-il, il doit le faire «pour affirmer la personne». Les besoins légitimes ne sont à l'évidence pas satisfaits, chez nous, pour les chômeurs ou les travailleurs pauvres, et plus encore, dans le tiers monde, particulièrement celui qui ne décolle pas. Il y a donc besoin de croissance et de travail. Mais, parallèlement, deux autres types de besoins de la personne doivent être également pris en compte.
- *Les besoins relationnels*, avec la famille, les amis, les compagnons de combat, ou les frères et sœurs spirituels. Ces besoins relationnels relèvent du temps, du don, du mécanisme du «donner-recevoir-rendre», grâce auquel les individus sont liés entre eux par un jeu de créances et de dettes jamais soldées et qui, pour cette raison, font lien, contrairement à l'échange marchand ou utilitariste qui se clôt sur lui-même et laisse les individus autonomes mais déliés; ces besoins relationnels sont satisfaits dans le cadre d'une activité domestique, familiale, éducative ou bénévole, qui, souvent, n'est ni véritablement du travail, ni véritablement du loisir

: il y a bien un effort pour produire un service, mais la norme de cet effort est autogérée par celui qui l'accomplit; ce temps d'activité volontaire et de don est appelé à jouer un rôle croissant dans une société davantage libérée de la pression nécessaire du travail classique, c'est un élément essentiel de la construction de la personne explorant ses propres possibilités de développement; mais les conditions d'accès choisis à ce temps d'activité, les modalités de sa reconnaissance sociale restent toutefois à définir et à construire.

- *Les besoins spirituels*, que l'on peut définir comme l'intériorisation des ressources symboliques qui permettent de répondre aux questions que posent chaque existence et sa confrontation inévitable avec le mal radical. Ils supposent de jouer le jeu d'un temps particulier, avec ses règles propres, temps long en tout cas, temps d'accumulation, de recherche, de tâtonnement, d'intériorité, de méditation, débouchant soudain, sans programmation, sur des certitudes, des apaisements. La privatisation de fait de la question du sens, l'affaiblissement des grands systèmes de sens donnent une acuité particulière à ces besoins-là.

Cette distinction peut permettre d'approcher sinon le sens du travail, qui appartient largement à chacun, du moins les conditions d'accès à ce sens.

Il importe tout d'abord de considérer que ces trois besoins constitutifs de la personne doivent être placés sur le même plan et considérés avec le même intérêt, tant par chacun d'entre nous que par la société, alors que la tendance naturelle est qu'ils empiètent les uns sur les autres.

Pour les personnes, il apparaît que le travail a d'autant plus de sens qu'il a un contenu relationnel et spirituel fort et qu'il correspond donc à une vocation. Il est donc essentiel de rapprocher travail et vocation. Mais le travail, ainsi valorisé et épanouissant, ne doit pas contrarier ou comprimer le temps relationnel ou le temps spirituel qui doivent exister aussi indépendamment du temps de travail. C'est à chacun de rechercher en permanence l'équilibre qui correspond le mieux à sa nécessité intérieure, à celle de ses proches, à celle de ses enfants, à sa conception de son rôle parental; à tout moment de sa vie, avec le discernement nécessaire, en évitant aussi bien la vacuité, la dispersion que le trop-plein. À chacun de discerner son besoin de richesse ou de pouvoir légitime, les formes de celle-ci ou de celui-ci, à la lumière rigoureuse de l'Évangile pour les chrétiens, à leur lumière propre pour les autres. À l'évidence, chacun sait que cela n'est pas aisé, car la société n'organise ni ne reconnaît ces choix, aspirée qu'elle est par un développement économique devenu une fin en soi. Et pourtant ce serait la seule façon de donner au travail sa place, sa juste place, c'est-à-dire d'être une dimension constitutive de la personne.

La société pour sa part devrait reconnaître et légitimer ces différents besoins de la personne et organiser l'égalité des chances pour que chacun puisse y accéder dans les meilleures conditions. Cela ne va pas de soi du tout.

Cela suppose d'abord un droit au travail effectif, mais pas n'importe lequel, un droit à un travail digne et à temps choisi, sans pénalité ni précarité. Un droit et un devoir d'insertion en cas de chômage.

Cela suppose ensuite une reconnaissance et une valorisation suffisante des activités familiales, ainsi que des activités associatives, car le capital de sociabilité et de lien social est pour une société aussi important que le capital technique ou financier.

Cela suppose enfin la reconnaissance du fait que chacun a besoin de mobiliser pour lui-même les ressources de sens qui constituent le patrimoine symbolique de l'humanité, ce qui devraient inspirer les politiques éducatives ou de formation permanente. Il s'agit au fond de définir les conditions économiques et sociales qui permettent à chacun de donner sens à sa vie, et au sein de celle-ci, à son travail, au terme d'un choix réel et aussi éclairé que possible.

On dira que c'est une approche subjective, individualiste du sens du travail. Mais une société démocratique doit-elle définir un sens collectif unique pour le travail, ou au contraire assurer un équilibre pluriel entre les différents sens qu'il est possible de donner au travail ? La modernité penche à juste titre en théorie pour cette seconde attitude;

mais, en pratique, elle fait l'inverse, puisque nous sommes régis de plus en plus par une pensée unique du sens du travail, qui lui demande trop sans pouvoir fournir suffisamment à chacun. En fait, une conception du travail subordonnée au développement de la personne, et au sein de celle-ci, à ses différentes dimensions, aboutit inéluctablement à casser ce modèle unique, à relativiser l'économie, et à engendrer une autre forme de développement, plus solidaire. En fait, pour redonner de la capacité de sens au travail, il faut mettre le développement au service de la personne, là où c'est l'inverse qui se produit, là où le travail tend à devenir la matière première de la croissance. D'où l'extrême importance du rapport au temps et bien sûr à l'argent. D'où aussi l'importance de l'enjeu pour les démocraties fragiles que nous sommes : la citoyenneté, pour exister, a besoin de personnes, et celles-ci pour se construire ont besoin d'un développement qui ne soit pas exclusivement économique, mais tout autant social, humain et spirituel. C'est cela, la vraie globalisation, l'authentique, celle qui s'adresse à la totalité de la personne et non pas seulement à l'*homo economicus*.

### **Quelles approches pour un nouveau modèle de développement ?**

Le but devrait donc être un changement de mode de vie où le travail a sa place, où il est à nouveau accessible à chacun, mais où il est non pas une fin en soi mais au service d'un projet de vie, modulé selon les besoins de chacun, où chacun donne au travail le sens qui lui convient mais qu'il choisit parmi d'autres possibilités, la société organisant ces choix, les sécurisant socialement, et les canalisant pour un développement humain et écologiquement durable par les règles collectives appropriées. Cette simple description montre que cela implique une sérieuse relativisation de l'économique par rapport à ses prétentions et à son emprise actuelle sur la société. Cela implique qu'elle privilégie le bien-être général sur les besoins matériels, qu'elle accepte de s'autolimiter au service d'une vision large des besoins humains, qu'elle admette que sa rationalité n'est que partielle et doit prendre place dans une rationalité plus globale, car l'homme ne vit pas que de pain.

Est-ce réaliste ? Une conception humaine et à l'intérieur de celle-ci une conception chrétienne, plus exigeante, sont-elles jouables ? La force du système, celle du marché, de l'argent, de l'utilitarisme, du conformisme ambiant, le poids électoral des consommateurs ne sont-ils pas devenus si forts que le rééquilibrage est illusoire et les risques de barbarie économique bien réels ? Si un rééquilibrage est possible, sur quoi doit-il s'appuyer et sur quelle culture doit-il s'adosser ? Ce devrait être l'objet du débat démocratique : celui-ci doit à la fois élargir les choix individuels et préciser davantage le cadre collectif et les finalités communes, là où le débat est confiné sur les moyens et, de ce fait, s'opacifie.

Le sens collectif et individuel du travail implique donc un nouveau modèle de développement. Comment construire celui-ci si les formules habituelles ne suffisent pas ? Cette construction passe par le métissage de l'alliance combinée de trois approches, de trois cultures individuelles et collectives : une culture de la résistance, une culture de la régulation et une culture de l'utopie.

**a)** Nous avons besoin tout d'abord d'une *culture de la résistance* au non-sens que constituent l'exclusion, la précarité, la pression excessive sur le travail et les rythmes familiaux, aussi bien que contre les situations d'immobilisme, de fausse efficacité, de comportements pervers ou de productions illusoires. La lutte contre le non-sens au travail est la première forme du combat pour le sens du travail. Il a à être porté par tous les acteurs de l'entreprise, les dirigeants comme les syndicats, mais sans doute aussi par de nouveaux acteurs, notamment dans le domaine de l'exclusion, et plus largement par toute la société civile. Il est essentiel en particulier que celle-ci reste mobilisée contre l'exclusion, ce qui n'ira pas de soi si la croissance se maintient et si le discours sur les pénuries de main-d'œuvre se généralise : les exclus de la reprise seront peut-être demain

encore plus exclus que les exclus de la crise, car ils seront moins nombreux, moins visibles, davantage oubliés s'il l'on n'y prend pas garde.

Cette résistance aura besoin d'outils, ce qui veut dire maintenir ceux qui ont été mis en place en matière de lutte contre l'exclusion et qui sont efficaces, et en inventer de nouveaux : faut-il mesurer et limiter ce qu'Yves Lasfargne appelle l'ergo-stress ? Créer un droit au travail à temps choisi ? Développer les placements socialement responsables de l'épargne comme la loi sur l'épargne salariale y invite ?

**b)** Déjà l'on entre dans la deuxième culture que nous devons développer : celle de la *régulation*. Il s'agit ici d'un patient effort pour renouveler le contrat social et la négociation sociale afin de tenter de mettre l'économie au service de l'homme. On voit bien qu'il y a toute une série d'équilibres à rétablir, au niveau mondial et européen, entre le travail et le capital, entre l'homme et la nature, et entre les droits et les devoirs de chacun. C'est toute la pelote de la vie économique et sociale que l'on pourrait ici dérouler. J'indiquerai seulement qu'il est urgent de mettre de la sécurité là où la flexibilité est excessive, et inversement; qu'un équilibre doit être trouvé entre l'inconditionnalité et la conditionnalité des aides (débat qui a été esquivé lors des négociations sur le pare), ainsi qu'entre les différents temps sociaux. Je n'insiste pas, puisque les exposés qui suivent y seront consacrés. Mais les solutions émergent : contrat d'activité, droits de tirage sociaux, liaisons épargne salariale-épargne temps, pluriactivité à tout âge, économie solidaire, éducation tout au long de la vie.

**c)** Mais la résistance, avec sa dureté, et la régulation, avec sa lenteur, ne suffisent pas. L'une et l'autre doivent être portées par un projet, une espérance, une *utopie*. Vivre et travailler autrement, c'est un rêve pour beaucoup, ce devrait être pour les chrétiens un devoir qui peut prendre des formes différentes, dans le siècle ou en dehors du siècle. Cet appel constant et répété à de «nouveaux modes de vie», nous y avons peu répondu, peut-être parce que nous avons été accaparés par la crise et par la lutte contre l'exclusion. Mais peut-être avons-nous eu de la lutte contre l'exclusion une vue trop courte, trop symptomatique, trop curative, moins audacieuse que ce que furent en leur temps les communautés Emmaüs, ou, à l'étranger, la théologie de la libération ou les recherches des Focolari sur l'économie de communion. Pourquoi l'innovation serait-elle seulement économique et technique, pourquoi ne serait-elle pas aussi sociale et spirituelle ? Ces questions, elles sont devant nous et elles sont elles aussi la réponse à la question du sens du travail.

### **Débat**

**Question :** *Le travail familial est souvent dévalorisé par les instances médiatiques et politiques. En revanche, l'absence de travail familial génère des emplois de réparation comme les psychologues, les orthophonistes, les animateurs de rue, les juges pour enfants. Notre société n'a-t-elle pas un intérêt objectif à dévaloriser le travail familial puisque, après tout, cela crée des emplois ?*

**Jean-Baptiste de Foucauld :** C'est ce que j'appelle le faux sens du travail. Il y a une mauvaise articulation entre les différents besoins qui font que par une espèce de logique perverse, on est amené à abandonner des tâches primordiales – s'occuper de sa famille – parce qu'on n'arrive pas à leur donner le sens qu'il faudrait. On crée des déséquilibres qu'on essaye de corriger en accroissant les déséquilibres. Jusqu'où faut-il aller dans la reconnaissance de ce type d'activités familiales ? Faut-il une reconnaissance monétaire ? On pourrait envisager des allocations familiales dès le premier enfant, par exemple.

**Question :** *Quand on parle de demandeur d'emploi, cela couvre plusieurs situations. Sur deux millions et demi de demandeurs d'emploi, il y a un million de demandeurs d'emploi proprement dit, un million et demi d'exclus, de malades, d'inaptes au travail. Osera-t-on un jour comptabiliser sous leur vrai nom les victimes de la fracture sociale ?*

**Jean-Baptiste de Foucauld :** Je crois que nous ne devons pas lâcher prise sur la question du droit au travail. Je rappelle ce que dit la Constitution : «Tout homme a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi», et dans le cas où il ne peut pas l'obtenir, il a droit à un revenu de remplacement. C'est le contrat social. Je ne suis pas d'accord pour dire qu'il y a des gens qui sont inaptes au travail. Tout le monde doit pouvoir travailler. Tout le monde a des capacités. À la société de s'organiser pour permettre à chacun de pouvoir travailler, d'exprimer ses capacités. C'est un point sur lequel il ne faut pas transiger. Qu'il y ait ensuite des méthodes pour y arriver, c'est incontestable. La fonction du mouvement associatif, c'est de prendre les personnes là où elles sont, avec leurs difficultés, et à partir de ces difficultés de construire des parcours. La réalité est extrêmement fluide, hétérogène, mais il faut rester ferme sur l'idée que tout le monde doit pouvoir accéder au travail, et si on doit aller vers des formules de type invalidité sociale, il ne faut le faire que dans des cas très limités. Cela implique une forte mobilisation de la société civile.

**Question :** *Pouvez-vous expliciter la phrase que vous avez dite : «Les exclus de la reprise seront plus exclus que les exclus de la crise» ?*

**Jean-Baptiste de Foucauld :** Pendant la période des dix dernières années, la question de l'exclusion était au centre. Pour toutes les associations qui luttait contre l'exclusion, leur cause était facilement comprise, acceptée, plutôt valorisée par le reste de la société. Ces associations arrivaient à trouver des bénévoles. Le contexte les portait. Dans le nouveau contexte de croissance qui est en train de s'amorcer, le chômage va continuer à baisser mais il va baisser lentement, il y aura un noyau plus difficile à résorber. La question centrale de la société ne va plus être tournée vers l'exclusion, elle va être tournée vers d'autres choses : des revendications salariales, les pénuries de main-d'œuvre. Du coup, les personnes qui auront du mal à trouver du travail vont être dans des positions psychologiquement difficiles. Quand elles étaient en situation d'exclusion avec d'autres, elles n'étaient pas toutes seules. Dans une conjoncture où la société sera moins tournée vers ce problème, elles se sentiront plus seules, plus découragées et la société risque de moins se tourner vers elles pour les aider. Le risque est qu'il y ait une espèce de dévaluation psychologique des situations des personnes en mauvaise posture sur le marché du travail, du fait même de la reprise de la croissance, et que le noyau de l'exclusion soit plus dur et plus excluant qu'avant. Il est donc important, comme pour toute minorité, que la société reste bien mobilisée sur ce qui est la question centrale et l'aune à laquelle on doit la juger en tant que démocratie.

**Question :** *L'équilibre entre la contemplation et la fructification est difficile quand on est en pleine vie active. Dans les monastères, cela semble plus facile de trouver un certain équilibre en faisant un travail simple, répétitif, qui libère l'esprit, que d'être dans les tensions de tous les jours.*

**Jean-Baptiste de Foucauld :** Il n'y a pas de solutions en soi à cette question. Il faut faire reconnaître la légitimité de ces besoins de vie personnelle. D'abord, la question d'une règle de vie personnelle est traditionnelle dans la vie chrétienne. Cela fait partie du minimum que l'on demande à chacun, chrétien ou pas chrétien. C'est une question de courage et d'organisation. Quand on regarde bien l'emploi de son temps, il y a beaucoup de gaspillage. Il y a quand même une question d'exigence personnelle et de règle de vie. Le travail à temps choisi dans des conditions nouvelles de notre vie économique et sociale, c'est le type de construction que nous devons faire. Je n'ai pas eu le temps de parler de l'équilibre entre sécurité et flexibilité. Un des points importants du contrat social que nous devons construire, c'est de trouver l'équilibre entre la flexibilité et la sécurité. On voit bien que dans notre société, il y a soit trop de flexibilité sans sécurité et donc avec de la précarité et de l'injustice, soit des excès de sécurité sans suffisamment de mobilité et de changement. Le problème est de trouver les instruments. Jean Boissonnat, dans son rapport au Commissariat au Plan sur le travail dans vingt ans, avait eu l'idée du contrat d'activité qui permettait de faire carrière dans la société et non pas dans une

entreprise. Contrat d'activité que l'on aurait avec un groupement d'entreprises et dans le cadre duquel avec un même statut et avec la même protection sociale, on pourrait gérer des positions différentes : être salarié d'une entreprise puis d'une autre, avoir une période de formation, une période de création d'entreprise, une période sabbatique.

**Question :** *Pouvez-vous nous parler du passage de la vie active à la retraite ?*

**Jean-Baptiste de Foucauld :** Il y a plusieurs formes de passage à la retraite en ce moment. Pour beaucoup de personnes la retraite est une libération par rapport à un travail jugé pénible ou fatigant. Elle correspond à un souci de vivre autrement. Ce souci s'exprime comme la volonté de profiter de la vie. Mais il y a des retraites qui sont mal vécues – comme une espèce d'obligation de quitter un travail jugé intéressant –, qui sont vécues comme un certain repli. Les personnes ne sont pas suffisamment dynamiques, sans doute, ou elles repartent, au contraire, dans un surcroît d'activités excessives. Cette question de l'équilibre entre les temps sociaux se pose à tous les âges de la vie, en réalité. Elle se pose aussi bien à l'adolescence qu'à l'âge de la vie active et de la famille, qu'à l'âge plus mûr.

**Question :** *La réduction du temps de travail est-elle une bonne chose et comment penser d'autres formes de travail ?*

**Jean-Baptiste de Foucauld :** Je me suis souvent demandé quand il faut réduire son temps de travail. Dans quel cas est-ce utile pour les autres ? On nous a invités à partager le travail et la question se pose : est-ce que, quand je réduis mon temps de travail, je crée de l'emploi ou bien est-ce que je diminue une activité utile pour la société ? Une réponse m'est venue : c'est que chaque fois que l'on fait quelque chose qu'un autre peut faire à votre place dans une période de chômage, il n'y a aucun inconvénient à réduire son temps de travail. Mais, chaque fois que l'on fait quelque chose que l'on est seul à un moment donné à pouvoir faire, il ne faut surtout pas réduire son temps de travail. Il vaut mieux l'augmenter pour accroître la richesse sociale, ce qui veut dire que chaque fois que l'on possède un talent particulier, chaque fois que l'on est non substituable, on a intérêt à travailler. Cette régulation entre les différents temps sociaux a pour but que chacun arrive à mettre dans son travail le temps productif rémunéré mais aussi à en faire un temps relationnel et spirituel. Le but est bien de vivre de façon passionnée.

### **Bibliographie**

Hannah Arendt, *La condition de l'homme moderne*, Pocket, 1961.

Jean Boissonnat, *Le travail dans 20 ans. Rapport pour le Commissariat général au Plan*, Odile Jacob, 1996.

Patrick Boulte, *Individus en friche*, Desclée de Brouwer, 1995.

Marie-Dominique Chenu, *Pour une théologie du travail*, Seuil, Livre de vie, 1955.

Conseil permanent de l'épiscopat, Déclaration sur la conjoncture économique et sociale du 27 septembre 1982 (Nouveaux modes de vie), *Cahiers de l'action religieuse et sociale*, n° 253 du 15 octobre 1982.

Échange et Projets, *La révolution du temps choisi*, Albin Michel, 1980.

Jean-Baptiste de Foucauld, «Société post-industrielle et sécurité économique», *Revue internationale du travail*, 1996-6.

Jean-Baptiste de Foucauld et Denis Piveteau, *Une société en quête de sens*, Livre de poche, Odile Jacob, 1995.

Xavier Gaullier, *Les temps de la vie*, Erit, 1999.

Jean-Paul II, *Le travail humain. Laborem exercens*, Éd. du Cerf, 1981.

Jean-Louis Laville, *Une troisième voie pour le travail*, Desclée de Brouwer, 1999.

Dominique Meda, *Le travail, une valeur en voie de disparition*, Aubier, 1995.

Emmanuel Mounier, *Refaire la renaissance. Note sur le travail*, Point, 2000.

Bernard Perret, *L'avenir du travail*, Seuil, 1995.

Bernard Perret et Guy Roustang, *L'économie contre la société*, Seuil, 1993.

Sophie Pillods, *Solidarités face au chômage. Récit d'une expérience citoyenne*, Éd. Charles Léopold Mayer, 1999.

Albert Rouet (Commission sociale de l'épiscopat), *Face au chômage, changer le travail*, Centurion, 1993.

Alain Supiot, *Au-delà de l'emploi* (rapport pour la Commission européenne), Flammarion, 1991.

---

<sup>1</sup>. DARES, Premières synthèses, 99-05, n° 20-1 (ministère de l'Emploi et de la Solidarité).

<sup>2</sup>. INSEE, Première, n° 560, décembre 1997, Faut-il travailler pour être heureux ?

<sup>3</sup>. Le total est supérieur à 100 % en raison des doubles réponses.